



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

Ressources Humaines - Régime indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 8 octobre 2012, le versement d'une Part Complémentaire du régime Indemnitaire (PCI) liée aux résultats et à la valeur professionnelle, appréciée notamment lors de l'entretien professionnel annuel, a été instauré.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs ;
- Les compétences professionnelles et techniques ;
- Les qualités relationnelles ;
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Comme chaque année, il convient de délibérer pour préciser et modifier les modalités d'attribution de la part complémentaire, dont le principe a été décidé par la délibération précitée n° 11123 du 8 octobre 2012.

Le versement de cette part en 2020 concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés justifiant d'une ancienneté sur l'ensemble de la période de référence, établie entre le 1^{er} novembre 2018 et le 31 octobre 2019. A titre dérogatoire, l'agent ne faisant pas partie des effectifs de la Métropole le 1^{er} novembre mais présent sur l'ensemble de la période du 2 novembre 2018 au 31 octobre 2019 pourra être éligible à la PCI selon les règles établies ci-dessous.

Pour les agents transférés au titre de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et les agents mutualisés au titre de l'article L.5211-4-2, la période de référence sera établie à compter de leur date de transfert ou de mutualisation au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et ce jusqu'au 31 octobre 2019.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents sur l'ensemble de la période de référence, soit 360 jours d'absence. En outre, cette part sera réduite de moitié pour les agents totalisant au moins 180 jours d'absence sur la période de référence. Pour les agents transférés au titre de l'article L.5211-4-1 et les agents mutualisés en application de l'article L.5211-4-2, le nombre de jours d'absence sera proratisé en fonction de leur date d'arrivée dans la collectivité. Les motifs d'absences sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie, longue durée et grave maladie), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité, le détachement et la mise à disposition (si l'agent n'est pas rémunéré par Montpellier Méditerranée Métropole).

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant annuel moyen de 300 euros bruts par agent. Les attributions individuelles s'effectueront selon les niveaux de montants annuels suivants : 0 €, 50 €, 100 €, 150 €, 200 €, 250 €, 300 €, 350 €, 400 €, 450 €, 500 €, 550 € et 600 €.

Compte tenu des transferts au titre de l'article L.5211-4-1 et des mutualisations au titre de l'article L.5211-4-2, il est proposé d'attribuer la part complémentaire indemnitaire aux agents qui ont opté pour le régime indemnitaire de Montpellier Méditerranée Métropole selon les mêmes conditions, au prorata de leur ancienneté dans la collectivité par voie de transfert ou de mutualisation.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire est soumise au Comité Technique du 6 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire pour l'année 2018 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-107570-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.